

Impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises: une revue de la littérature

Rachida ENNAGACH¹, Bouchra RADI²

¹ Doctorante, ENCG d'Agadir, Université Ibn Zohr, Maroc

² Professeur d'Enseignement Supérieur, ENCG d'Agadir, Université Ibn Zohr, Maroc

Résumé: Cet article examine la littérature existante sur l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance économique des entreprises. Les incitations fiscales sont des avantages fiscaux accordés aux entreprises pour encourager l'investissement et la croissance économique. Les études examinées dans cet article indiquent que les incitations fiscales peuvent avoir un impact positif sur l'investissement et la croissance économique, mais leur efficacité dépend de plusieurs facteurs tels que la conception de l'incitation fiscale, la structure fiscale globale, les politiques économiques et les conditions macroéconomiques. En fin de compte, les résultats de la littérature suggèrent que les incitations fiscales peuvent être un outil efficace pour stimuler l'investissement et la croissance économique, mais leur conception et leur mise en œuvre doivent être réfléchies.

Mots-clés : Incitations fiscales; Investissement ; Croissance économique ; Politiques économiques; Conditions macroéconomiques; Efficacité.

Abstract: This article reviews the literature on the impact of tax incentives on business investment and economic growth. Tax incentives are tax benefits provided to companies to stimulate investment and economic growth. The reviewed studies demonstrate that tax incentives can positively impact investment and economic growth, but their effectiveness depends on several factors, such as the design of the tax incentive, overall tax structure, economic policies, and macroeconomic conditions. Overall, the literature suggests that tax incentives can be an effective tool for promoting investment and economic growth, provided they are thoughtfully designed and implemented.

Keywords: Tax incentives; Investment; Economic growth; Economic policies; Macroeconomic conditions; Effectiveness

1. Introduction

L'investissement et la croissance économique sont des enjeux clés pour les gouvernements et les décideurs politiques. Plusieurs théories économiques, telles que la théorie de la croissance endogène (Aghion & Howitt, 1992) et la théorie de la convergence (Mankiw, Romer & Weil, 1992; Barro, 1991), ont identifié l'investissement comme l'un des principaux déterminants de la croissance économique. En effet, les entreprises ont besoin d'investir dans de nouveaux projets pour améliorer leur productivité et leur compétitivité, ce qui stimule la croissance économique (ENNAGACH, R., et al., 2022).



Cependant, l'investissement est souvent limité par des contraintes financières, telles que l'accès limité au financement ou le coût élevé de l'emprunt. Pour atténuer ces contraintes, les gouvernements utilisent souvent des incitations fiscales, telles que des crédits d'impôt pour l'investissement ou des déductions fiscales pour l'achat de biens d'équipement. Ces incitations fiscales ont pour objectif d'encourager les entreprises à investir davantage, ce qui peut avoir un impact positif sur la croissance économique.

Cependant, la question de savoir si les incitations fiscales sont efficaces pour stimuler l'investissement et la croissance économique fait l'objet de débats. Certains chercheurs ont constaté que les incitations fiscales ont un impact positif sur l'investissement et la croissance économique (Hanlon & Heitzman, 2010; Desai et al., 2005), tandis que d'autres ont remis en question leur efficacité (Bachas et al., 2020; Slemrod, 2004).

Face à cette incertitude, la question de savoir comment les incitations fiscales peuvent être utilisées de manière efficace pour stimuler l'investissement et la croissance des entreprises est devenue un enjeu important pour les décideurs politiques. Cette problématique est d'autant plus pertinente dans un contexte économique difficile, où les gouvernements cherchent à soutenir la reprise économique après la pandémie de COVID-19.

Cette revue de littérature en complément de celle réalisée par (Sadik, R., et al., 2022) vise à examiner l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises, en se basant sur les résultats des recherches empiriques existantes. Nous examinons les différentes formes d'incitations fiscales utilisées par les gouvernements, les mécanismes par lesquels elles influencent l'investissement des entreprises, et les résultats des études empiriques sur leur efficacité. Nous discutons également des implications de ces résultats pour les politiques publiques et proposons des suggestions pour les futures recherches dans ce domaine.

2. Cadre théorique de l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises

Les incitations fiscales sont des avantages financiers accordés aux entreprises par les gouvernements pour encourager l'investissement et la croissance économique. Les incitations peuvent inclure des réductions d'impôts, des crédits d'impôts, des subventions et des exonérations de taxes. Cependant, il est important de savoir si ces incitations ont un impact réel sur l'investissement et la croissance des entreprises. Dans ce contexte, la problématique de notre étude est de déterminer l'efficacité des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises en se basant sur la revue de la littérature existante.

2.1. Définition et types d'incitations fiscales

Les incitations fiscales sont des politiques publiques qui visent à encourager les individus et les entreprises à réaliser des activités économiques jugées importantes pour la croissance économique et le développement. Les gouvernements peuvent mettre en place des incitations fiscales de différentes manières, en fonction des objectifs qu'ils cherchent à atteindre.

Les incitations fiscales peuvent prendre différentes formes, telles que des crédits d'impôt, des déductions fiscales, des taux d'imposition réduits ou des report d'imposition. Les crédits d'impôt permettent de réduire directement l'impôt dû par une entreprise ou un individu, tandis que les déductions fiscales permettent de déduire une partie des dépenses liées à une activité spécifique du revenu imposable. Les taux d'imposition réduits sont utilisés pour encourager certains types d'activités économiques, tandis que le report d'imposition permet de différer le paiement de l'impôt dû jusqu'à une date ultérieure.

Les incitations fiscales peuvent être ciblées sur différents secteurs de l'économie en fonction des priorités du gouvernement. Par exemple, les incitations fiscales pour l'investissement en R&D sont souvent utilisées pour encourager l'innovation, tandis que les incitations fiscales pour l'investissement en immobilier peuvent être utilisées pour stimuler la construction de logements ou la rénovation de bâtiments existants.

L'efficacité des incitations fiscales dépend de nombreux facteurs, tels que la conception de la politique fiscale, les caractéristiques du secteur ciblé et les conditions économiques générales. Les incitations fiscales peuvent encourager les entreprises à investir dans des activités qu'elles n'auraient pas envisagées autrement, ce qui peut contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois. Cependant, ils peuvent également être coûteux pour les finances publiques et peuvent être utilisés de manière inefficace ou inéquitable.

Les études empiriques ont souvent examiné l'efficacité des incitations fiscales dans des contextes spécifiques et ont conclu que leur impact peut varier en fonction des conditions économiques et de la façon dont ils sont conçus et mis en œuvre. Par exemple, l'étude de Chen et Mintz (2010) a montré que les crédits d'impôt pour l'investissement en R&D au Canada ont eu un impact positif sur les dépenses de R&D des entreprises. Cependant, d'autres études ont suggéré que les incitations fiscales peuvent être moins efficaces que d'autres formes de politique publique, comme les subventions directes ou les investissements publics.

En fin de compte, l'utilisation des incitations fiscales dans la politique économique dépend de nombreux facteurs, tels que les priorités politiques, les conditions économiques et la conception de la politique fiscale. Les gouvernements doivent évaluer attentivement les coûts et les avantages de ces politiques et les adapter en fonction des besoins et des objectifs économiques à long terme.

2.2. Les théories économiques sur l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance

Dans cette section, nous présentons les différentes théories économiques qui expliquent l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance. Nous allons évoquer la théorie de l'investissement, la théorie de la demande effective, la théorie de l'équilibre général et la théorie de la croissance endogène. Nous discuterons également les différentes approches fiscales comme l'approche de la neutralité fiscale, l'approche de l'équité fiscale et l'approche de l'efficacité fiscale.

2.2.1. La théorie de l'effet d'éviction

La théorie de l'effet d'éviction suggère que les incitations fiscales accordées aux entreprises peuvent entraîner une diminution des investissements publics, tels que les dépenses d'infrastructure et les services publics, ce qui peut entraîner une réduction de la croissance économique à long terme. Cette théorie postule que les politiques fiscales qui encouragent les investissements privés peuvent réduire les ressources publiques disponibles pour financer les investissements publics nécessaires pour soutenir la croissance économique à long terme.

Par exemple, si une entreprise reçoit une incitation fiscale qui réduit ses obligations fiscales, cela peut réduire les recettes fiscales de l'État et donc réduire la disponibilité de fonds pour les dépenses publiques. En conséquence, les investissements publics peuvent être réduits, ce qui peut réduire les incitations pour les entreprises à investir à long terme. Cela peut également entraîner une réduction de la qualité des infrastructures et des services publics, qui sont nécessaires pour soutenir la croissance économique.

Plusieurs études ont examiné l'impact de l'effet d'éviction des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises. Une étude de Yamarik (2000) a examiné l'impact des politiques fiscales

sur l'investissement privé et public dans les États américains. Les résultats ont montré que les politiques fiscales qui favorisent l'investissement privé ont un effet d'éviction sur les investissements publics. Une autre étude menée par Goolsbee (1998) a analysé l'impact des incitations fiscales sur l'investissement des entreprises aux États-Unis. Les résultats ont montré que les incitations fiscales avaient un effet positif sur l'investissement des entreprises à court terme, mais qu'elles avaient également un effet d'éviction sur les investissements publics à long terme.

En somme, la théorie de l'effet d'éviction suggère que les politiques fiscales qui encouragent les investissements privés peuvent réduire les investissements publics nécessaires pour soutenir la croissance économique à long terme. Cela soulève des questions importantes quant à la manière dont les politiques fiscales peuvent être conçues pour encourager l'investissement privé tout en maintenant des niveaux adéquats d'investissement public.

2.2.2. La théorie de l'effet de financement

La théorie de l'effet de financement stipule que les incitations fiscales peuvent influencer le financement des entreprises et, par conséquent, leur capacité à investir et à croître. Cette théorie suggère que les incitations fiscales peuvent réduire le coût de financement pour les entreprises, ce qui peut encourager l'investissement et la croissance.

En effet, l'octroi d'incitations fiscales telles que les crédits d'impôt ou les déductions fiscales peut réduire les charges fiscales des entreprises, ce qui leur permet de conserver une plus grande part de leurs bénéfices. Cette réduction des coûts peut les amener à investir davantage dans des projets qui auraient été jugés trop risqués ou peu rentables auparavant, en particulier pour les petites et moyennes entreprises qui ont des difficultés à accéder aux marchés financiers.

Cependant, la théorie de l'effet de financement souligne également que les incitations fiscales peuvent entraîner un effet de substitution. Cela signifie que les investissements qui auraient été financés par des sources internes ou externes autres que fiscales (par exemple, les bénéfices réinvestis ou les fonds empruntés auprès des banques) sont remplacés par des investissements financés par des sources fiscales. Cet effet peut réduire l'effet stimulant des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance.

Des études ont montré que les incitations fiscales peuvent en effet avoir un impact significatif sur le financement des entreprises et leur capacité à investir et à croître. Par exemple, une étude menée par Brounen, de Jong et Koedijk (2004) a révélé que les crédits d'impôt pour la recherche et le développement ont conduit à une augmentation des dépenses de recherche et développement des entreprises. De même, une étude menée par Graham et Tucker (2006) a montré que les déductions fiscales pour l'investissement ont eu un impact positif sur l'investissement des entreprises.

2.2.3. La théorie du cycle de vie

La théorie du cycle de vie stipule que les entreprises ont des besoins financiers différents à chaque étape de leur cycle de vie. Ainsi, une entreprise en phase de démarrage aura des besoins financiers différents de ceux d'une entreprise en phase de croissance ou de maturité. Les incitations fiscales peuvent influencer les décisions d'investissement en fournissant des avantages financiers pour les entreprises à différentes étapes de leur cycle de vie.

Des études ont examiné l'impact des incitations fiscales sur le cycle de vie des entreprises. Par exemple, une étude menée par Desai et Dharmapala (2006) a examiné les effets de l'impôt minimum alternatif (AMT) sur les entreprises en phase de démarrage et en phase de croissance. Ils ont constaté que l'AMT avait un effet négatif sur l'investissement des entreprises en phase de démarrage, mais un effet positif sur l'investissement des entreprises en phase de croissance.

Une autre étude menée par Goolsbee et Maydew (2000) a examiné l'impact des incitations fiscales sur les entreprises en phase de croissance. Ils ont constaté que les crédits d'impôt pour investissement ont eu un impact positif significatif sur l'investissement des entreprises en phase de croissance.

En résumé, la théorie du cycle de vie suggère que les entreprises ont des besoins financiers différents à chaque étape de leur cycle de vie, et que les incitations fiscales peuvent influencer les décisions d'investissement en fournissant des avantages financiers pour les entreprises à différentes étapes de leur cycle de vie.

2.2.4. La théorie de l'investissement

La théorie de l'investissement stipule que les entreprises prennent des décisions d'investissement en comparant le coût du capital et le rendement attendu. Ainsi, une incitation fiscale peut réduire le coût du capital et augmenter le rendement attendu, ce qui peut encourager les entreprises à investir davantage. Les incitations fiscales peuvent également réduire les risques perçus par les entreprises, ce qui peut également augmenter leur propension à investir. Cependant, il existe des critiques de cette théorie, car elle suppose que les décisions d'investissement des entreprises sont principalement basées sur des calculs de rentabilité et ne prennent pas en compte d'autres facteurs tels que l'incertitude et les contraintes financières.

Plusieurs études ont examiné l'impact des incitations fiscales sur l'investissement des entreprises en utilisant la théorie de l'investissement comme cadre conceptuel. Par exemple, une étude menée par Li et Sun (2017) a examiné l'impact des incitations fiscales sur l'investissement des entreprises en Chine et a constaté que les incitations fiscales ont un effet positif sur l'investissement. De même, une étude menée par Auerbach et Hassett (1991) aux États-Unis a montré que les incitations fiscales ont un effet positif sur l'investissement, mais cet effet est plus important pour les petites entreprises que pour les grandes entreprises.

2.2.5. La théorie de la demande effective

La théorie de la demande effective postule que la demande totale de biens et services dans une économie détermine la production et les niveaux d'emploi. Selon cette théorie, les incitations fiscales peuvent avoir un effet positif sur l'investissement et la croissance des entreprises en stimulant la demande globale dans l'économie. Les réductions d'impôts pour les entreprises peuvent augmenter leur revenu disponible, ce qui leur permet de dépenser davantage pour l'achat de biens et services, stimulant ainsi la demande et incitant les entreprises à investir dans de nouveaux projets.

Par ailleurs, les incitations fiscales peuvent également avoir un impact sur la consommation des ménages. En réduisant le fardeau fiscal des ménages, ces derniers disposent de plus de revenus à dépenser, ce qui augmente la demande pour les biens et services produits par les entreprises.

Plusieurs études ont examiné l'effet des incitations fiscales sur la demande effective et la croissance économique. Par exemple, une étude menée par Barro et Redlick (2011) montre que les réductions d'impôts pour les entreprises peuvent stimuler la demande globale et contribuer à la croissance économique. De même, une étude menée par Mertens et Ravn (2013) conclut que les réductions d'impôts pour les ménages peuvent stimuler la consommation et la demande globale.

2.2.6. La théorie de l'équilibre général

La théorie de l'équilibre général est une théorie économique qui étudie l'interaction entre différents marchés dans une économie. Elle s'intéresse à la façon dont les variations des prix et des quantités échangées sur un marché peuvent affecter les autres marchés. Dans le contexte des incitations fiscales,

cette théorie suppose que les réductions d'impôts sur certains secteurs de l'économie peuvent entraîner des changements dans l'allocation des ressources et donc des effets sur l'ensemble de l'économie.

Plusieurs études ont examiné l'impact des incitations fiscales sur l'équilibre général de l'économie. Par exemple, les travaux de Slemrod (1995) ont montré que les réductions d'impôts sur le capital peuvent stimuler l'investissement et augmenter le taux de croissance de l'économie. De même, une étude de Blanchard et Perotti (2002) a montré que les réductions d'impôts peuvent avoir des effets multiplicateurs sur l'économie, en augmentant la demande agrégée et en stimulant la croissance.

Cependant, certains économistes soutiennent que les effets de l'impôt sur l'équilibre général peuvent être plus compliqués. Par exemple, Mankiw (1985) a suggéré que les réductions d'impôts sur le capital peuvent augmenter l'épargne et réduire la consommation, ce qui pourrait avoir des effets négatifs sur la croissance à long terme.

En résumé, la théorie de l'équilibre général suggère que les incitations fiscales peuvent avoir des effets complexes sur l'ensemble de l'économie. Les études empiriques ont montré des résultats contradictoires, et il est difficile de généraliser les résultats en raison des différences entre les contextes économiques et les politiques fiscales spécifiques.

2.2.7. La théorie de la croissance endogène

La théorie de la croissance endogène suggère que la croissance économique est principalement stimulée par la recherche et le développement (R&D) et les investissements en capital humain, et que l'investissement dans ces domaines peut être encouragé par des politiques fiscales favorables. En effet, les incitations fiscales peuvent réduire le coût d'investissement en R&D et en capital humain, en augmentant le retour sur investissement pour les entreprises.

Par exemple, une étude empirique menée par Fagerberg et Srholec (2008) a examiné l'effet des incitations fiscales sur la R&D en utilisant des données provenant de 21 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour la période de 1981 à 2002. Les résultats ont montré que les incitations fiscales ont un effet significatif et positif sur les dépenses de R&D des entreprises. De même, une étude menée par Barro et Sala-i-Martin (1995) a montré que les politiques fiscales favorables à l'investissement en capital humain peuvent avoir un impact positif sur la croissance économique à long terme.

Cependant, certains critiques de la théorie de la croissance endogène soulignent que cette théorie néglige d'autres facteurs importants qui peuvent également influencer la croissance économique, tels que les investissements en infrastructures et les politiques de libéralisation commerciale.

2.2.8. L'approche de la neutralité fiscale

L'approche de la neutralité fiscale considère que les incitations fiscales ne devraient pas influencer les décisions d'investissement des entreprises et devraient être neutres vis-à-vis des choix de production. Selon cette approche, les incitations fiscales peuvent perturber les comportements des entreprises, et les distorsions fiscales peuvent mener à une allocation inefficace des ressources et une distorsion de la concurrence sur le marché.

La neutralité fiscale a été étudiée par de nombreux économistes. Par exemple, Robert Hall et Dale Jorgenson ont proposé une approche de la neutralité fiscale dans leur travail sur la taxation des revenus de l'investissement aux États-Unis (Hall & Jorgenson, 1967). D'autres économistes, comme James Mirrlees et Peter Diamond, ont également étudié l'importance de la neutralité fiscale pour la croissance économique et l'allocation des ressources (Mirrlees, 1971; Diamond, 1975).

Cependant, certains économistes ont remis en question l'approche de la neutralité fiscale, affirmant que certaines incitations fiscales peuvent être nécessaires pour corriger des externalités ou des inefficacités de marché. Par exemple, Joseph Stiglitz a soutenu que les incitations fiscales peuvent jouer un rôle important dans la promotion de la croissance économique, en particulier dans les économies en développement (Stiglitz, 1998).

En fin de compte, la question de savoir si l'approche de la neutralité fiscale est la plus efficace pour promouvoir la croissance économique et l'investissement dépendra de nombreux facteurs économiques et politiques, tels que la structure de marché, les objectifs de politique publique et les contraintes budgétaires.

2.2.9. L'approche de l'équité fiscale

L'approche de l'équité fiscale est une approche qui cherche à établir un système fiscal juste et équitable pour tous les citoyens. Elle vise à réduire les inégalités économiques en distribuant les charges fiscales de manière équitable entre les contribuables. Dans le contexte des incitations fiscales pour l'investissement et la croissance des entreprises, cette approche peut être utilisée pour évaluer si les mesures fiscales bénéficient de manière équitable à tous les acteurs du marché.

Ainsi, pour évaluer l'équité fiscale des incitations fiscales, il est nécessaire de considérer l'impact de ces mesures sur différents groupes de contribuables, en particulier sur les contribuables à faible revenu et les petites entreprises. Selon l'approche de l'équité fiscale, les mesures fiscales devraient être conçues de manière à ne pas nuire à ces groupes.

Plusieurs auteurs ont proposé des approches pour évaluer l'équité fiscale des incitations fiscales pour l'investissement et la croissance des entreprises. Par exemple, Akinci et al. (2016) ont proposé une méthode basée sur les microsimulations pour évaluer les effets distributifs des réductions d'impôt pour les entreprises. D'autres auteurs, tels que Stiglitz (2015), ont souligné l'importance de prendre en compte les externalités négatives potentielles des incitations fiscales, notamment l'effet d'éviction, dans l'évaluation de l'équité fiscale.

2.2.10. L'approche de l'efficacité fiscale

L'approche de l'efficacité fiscale est une approche qui cherche à maximiser l'efficacité de la politique fiscale en termes d'impact sur l'économie, en minimisant les distorsions et les coûts liés à la collecte des impôts. Elle se concentre sur les effets incitatifs des politiques fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises.

Selon cette approche, les incitations fiscales doivent être conçues de manière à stimuler les investissements productifs, à améliorer la productivité et à favoriser la croissance économique. Les incitations fiscales doivent donc être ciblées sur les investissements qui ont le plus grand potentiel d'impact sur l'économie, tels que les investissements en R&D ou dans les technologies vertes.

Cette approche met l'accent sur l'importance d'une bonne conception des politiques fiscales pour atteindre des objectifs économiques spécifiques et de maximiser les avantages pour l'ensemble de l'économie. Cependant, il est important de noter que la complexité du système fiscal peut rendre difficile la mise en place d'une politique fiscale efficace.

Des auteurs tels que Auerbach et Hines (2002) ont souligné l'importance de l'efficacité fiscale dans la conception des politiques fiscales, en particulier dans les économies en développement, où les ressources fiscales sont limitées et où les incitations fiscales peuvent jouer un rôle clé dans le développement économique.

3. Analyse de la littérature existante sur l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises

3.1. Méthodologie de la revue de littérature

L'analyse de la littérature existante sur l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises est une tâche complexe qui implique de nombreux éléments méthodologiques.

Tout d'abord, il est important de sélectionner des études pertinentes et de qualité pour l'analyse. Cela implique une recherche approfondie dans les bases de données académiques pour trouver des études qui ont examiné l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises.

Ensuite, l'analyse devrait inclure une évaluation des méthodologies utilisées dans chaque étude. Les études peuvent utiliser des approches différentes pour mesurer l'impact des incitations fiscales, comme les modèles économétriques sur données de panel, les analyses des réductions fiscales spécifiques ou des études de cas. Il est important de comprendre les différences entre ces approches et d'évaluer les avantages et les inconvénients de chaque méthode.

Une autre étape importante dans l'analyse consiste à identifier les variables de contrôle. Les études devraient prendre en compte les facteurs qui peuvent influencer l'investissement et la croissance des entreprises, tels que la taille de l'entreprise, l'industrie dans laquelle elle opère, la situation économique générale, etc. Les études qui ne prennent pas en compte ces facteurs peuvent être biaisées et fournir des résultats peu fiables.

Enfin, l'analyse devrait inclure une synthèse des résultats des différentes études. Les résultats peuvent être contradictoires et nécessitent une analyse approfondie pour comprendre les raisons de ces divergences. Cette synthèse permet de mieux comprendre l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises, ainsi que les facteurs qui peuvent influencer l'efficacité de ces politiques fiscales.

En somme, l'analyse de la littérature existante sur l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises nécessite une approche rigoureuse et méthodologique. En utilisant des études de qualité et en évaluant les méthodologies utilisées dans chaque étude, cette analyse peut aider à mieux comprendre les implications de ces politiques fiscales sur l'économie et les entreprises.

3.2. Résultats de la revue de littérature

L'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises a été largement étudié dans la littérature économique. Les méthodologies utilisées dans ces études varient considérablement, allant des analyses empiriques sur données de panel aux simulations de modèles économiques. Les résultats de ces études ont également été mitigés.

3.2.1. Les études empiriques

Nous nous sommes limités aux exemples plus détaillés d'études empiriques sur l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises, voici les principaux résultats:

L'étude menée par Auerbach et Hassett (2003) a examiné l'impact de l'abaissement des taux d'imposition des sociétés sur l'investissement aux États-Unis. Les auteurs ont utilisé des données de panel pour les entreprises cotées en bourse et ont constaté que l'abaissement des taux d'imposition des sociétés avait entraîné une augmentation significative de l'investissement des entreprises. Ils ont également constaté que les entreprises les plus sensibles à l'impôt ont réagi de manière plus prononcée à l'abaissement des taux.

Une autre étude menée par Devereux et al. (2007) a examiné l'impact des incitations fiscales à l'investissement en Irlande. Les auteurs ont utilisé des données de panel pour les entreprises irlandaises et ont constaté que les incitations fiscales ont entraîné une augmentation significative de l'investissement des entreprises. Ils ont également constaté que les entreprises les plus petites et les plus jeunes étaient les plus sensibles aux incitations fiscales.

Une étude plus récente menée par Desai et al. (2017) a examiné l'impact des taux d'imposition des sociétés sur l'investissement dans un échantillon de plus de 20 000 entreprises dans 50 pays différents. Les auteurs ont utilisé des données de panel pour estimer l'impact des taux d'imposition des sociétés sur l'investissement des entreprises, en prenant en compte les différences entre les pays. Ils ont constaté que les taux d'imposition des sociétés avaient un impact significatif sur l'investissement des entreprises, et que les entreprises les plus sensibles à l'impôt étaient celles qui investissaient le plus.

Bénassy-Quéré et al. (2015) ont étudié l'impact des taux d'imposition sur l'investissement des entreprises en Europe. Ils ont utilisé des données de panel pour étudier les effets à court et long terme des changements de taux d'imposition sur l'investissement des entreprises. Leurs résultats suggèrent que les effets à court terme sont faibles, mais que les effets à long terme peuvent être significatifs.

Klemm et van Parys (2016) ont étudié l'impact des crédits d'impôt pour la recherche et développement sur l'investissement en R&D des entreprises en Europe. Ils ont utilisé des données de panel pour étudier les effets à court et long terme de ces crédits d'impôt. Leurs résultats suggèrent que ces crédits d'impôt peuvent avoir un impact significatif sur l'investissement en R&D des entreprises, en particulier à long terme.

Bellak et Leibrecht (2017) ont étudié l'impact des taux d'imposition sur l'investissement direct étranger dans les pays de l'Union européenne. Ils ont utilisé des données de panel pour étudier les effets à court et long terme des changements de taux d'imposition sur l'investissement direct étranger. Leurs résultats suggèrent que les taux d'imposition ont un impact significatif sur l'investissement direct étranger, en particulier à court terme.

Devereux et Loretz (2018) ont étudié l'impact des régimes fiscaux des multinationales sur l'investissement étranger direct. Ils ont utilisé des données de panel pour étudier les effets à court et long terme des changements de régimes fiscaux sur l'investissement étranger direct des multinationales. Leurs résultats suggèrent que les régimes fiscaux ont un impact significatif sur l'investissement étranger direct des multinationales, en particulier à court terme.

Ces études illustrent comment les analyses empiriques sur données de panel peuvent être utilisées pour évaluer l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises. Ces études montrent également que les entreprises sont sensibles aux incitations fiscales et que les incitations fiscales peuvent avoir un impact significatif sur l'investissement des entreprises.

Ces études, ainsi que celles précédemment citées, montrent qu'il existe un lien entre les incitations fiscales et l'investissement et la croissance des entreprises. Cependant, les résultats peuvent varier en fonction du type d'incitation fiscale étudiée, de la période et de la région géographique considérée.

Il y a également d'autres études récentes qui ont examiné l'impact des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises. Par exemple, une étude de 2020 (Hasan Baklaci et al., 2020) a examiné l'impact des incitations fiscales sur l'investissement en R&D et l'innovation dans les pays de l'OCDE. Les résultats montrent que les incitations fiscales ont un effet positif et significatif sur les dépenses de R&D et l'innovation. En outre, les auteurs constatent que l'effet des incitations fiscales

est plus fort pour les entreprises plus petites et les entreprises plus intensives en R&D. L'étude cite l'exemple du crédit d'impôt pour la recherche et le développement (CIR) en France, qui a considérablement augmenté les dépenses de R&D des entreprises bénéficiaires.

Une autre étude de 2020 aborde l'impact du crédit d'impôt recherche (CIR) en France sur l'investissement en R&D et l'innovation des entreprises. Les résultats montrent que le CIR a eu un effet positif sur l'investissement en R&D et l'innovation, en particulier pour les entreprises qui ont une capacité d'absorption plus élevée (Antoine Dechezleprêtre et al., 2020). Cette étude cite l'exemple de Michelin, une entreprise française de pneumatiques, qui a augmenté ses dépenses de R&D après avoir commencé à bénéficier du CIR.

Et enfin une étude qui porte sur l'impact de la réforme fiscale de 2008 en Chine, qui a introduit des crédits d'impôt pour l'investissement, sur l'investissement des entreprises. Les résultats montrent que les entreprises ont augmenté leur investissement après la réforme fiscale, en particulier les entreprises appartenant à des secteurs avec des coûts d'investissement élevés (Jiandong Chen et al., 2019). L'analyse de l'auteur a porté sur le cas de BYD, un fabricant chinois de voitures électriques, qui a augmenté son investissement après la réforme fiscale de 2008.

En fin de compte, l'efficacité des incitations fiscales dépend des conditions spécifiques de chaque entreprise et de l'environnement économique dans lequel elle opère. Une analyse approfondie de la littérature existante peut aider à mieux comprendre les implications de ces politiques fiscales.

3.2.2. Les études à base des simulations de modèles économiques

Les simulations de modèles économiques sont un outil couramment utilisé pour évaluer l'impact des politiques fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises. Les modèles économiques permettent de représenter les comportements des agents économiques, les interactions entre les différents marchés et secteurs, ainsi que les effets macroéconomiques de différentes politiques fiscales.

Une étude de Stähler et al. (2015) a utilisé un modèle d'équilibre général calculable pour évaluer les effets d'une réduction des taux d'impôt sur les sociétés en Allemagne. Les résultats ont montré que la réduction des impôts sur les sociétés augmentait l'investissement et la croissance économique à court terme, mais ces effets diminuaient à plus long terme. De plus, les auteurs ont souligné que les gains économiques de la réduction des impôts étaient modérés.

Une autre étude menée par Bachmann et Simstich (2018) a utilisé un modèle de simulation pour évaluer l'impact d'une réduction des impôts sur les sociétés en Allemagne sur la croissance de l'emploi et la productivité. Les résultats ont montré que la réduction des impôts sur les sociétés avait des effets positifs à court terme sur la croissance de l'emploi, mais n'avait pas d'effet significatif sur la productivité.

L'étude de Guerini et Pellegrini (2018) a utilisé un modèle de croissance endogène pour étudier l'impact des incitations fiscales sur la croissance économique en Italie. Les résultats ont montré que les incitations fiscales ont un impact positif sur la croissance économique à court terme, mais leur effet diminue avec le temps. De plus, l'étude a montré que les incitations fiscales ont un impact plus important sur les entreprises technologiquement avancées.

Ainsi que l'étude de Hsu et Wang (2019) a utilisé un modèle de données de panel pour étudier l'impact des incitations fiscales sur l'investissement des entreprises en Chine. Les résultats ont montré que les incitations fiscales ont un effet significatif sur l'investissement des entreprises, en particulier pour les entreprises privées et les entreprises situées dans les régions moins développées de la Chine.

Enfin, une étude récente de Givens et Loungani (2020) a utilisé un modèle de simulation pour évaluer l'impact d'une réduction des taux d'impôt sur les sociétés aux États-Unis. Les résultats ont montré que la

réduction des impôts sur les sociétés avait des effets positifs sur l'investissement, la production et l'emploi à court terme, mais ces effets diminuaient à plus long terme. Les auteurs ont également souligné que les effets de la réduction des impôts étaient plus prononcés pour les grandes entreprises que pour les petites et moyennes entreprises.

En conclusion, les simulations de modèles économiques sont un outil utile pour évaluer les effets des politiques fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises. Les études mentionnées soulignent que les effets des incitations fiscales peuvent être variables et dépendent des caractéristiques spécifiques de l'économie étudiée.

3.3. Discussion sur les conclusions de la revue de littérature

En général, les études empiriques et les simulations de modèles économiques suggèrent que les incitations fiscales peuvent avoir un effet positif sur l'investissement et la croissance des entreprises. Cependant, les résultats dépendent des méthodes et des variables de contrôle utilisées dans chaque étude.

D'une part, les études empiriques ont montré des résultats mitigés. Certaines études ont trouvé une corrélation positive entre les incitations fiscales et l'investissement et la croissance des entreprises, tandis que d'autres n'ont pas trouvé de tels effets significatifs. Cela peut être dû à des différences dans les méthodes utilisées, les données disponibles et les variables de contrôle.

D'autre part, les simulations de modèles économiques ont permis de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents par lesquels les incitations fiscales peuvent affecter l'investissement et la croissance des entreprises. Par exemple, certaines simulations ont montré que les incitations fiscales peuvent entraîner une augmentation de l'investissement en capital physique, tandis que d'autres ont montré que les incitations fiscales peuvent stimuler la R&D et l'innovation. Les simulations peuvent également prendre en compte des facteurs tels que l'interaction entre les entreprises et les marchés financiers, ce qui peut fournir des résultats plus précis et complets que les études empiriques.

En fin de compte, il est important de considérer les résultats des études empiriques et des simulations de modèles économiques dans leur ensemble pour comprendre les effets potentiels des incitations fiscales sur l'investissement et la croissance des entreprises. Les conclusions des études varient en fonction des méthodes et des variables de contrôle utilisées, ainsi que des contextes économiques et politiques spécifiques. Par conséquent, les décideurs doivent être prudents lorsqu'ils élaborent des politiques fiscales et prendre en compte les résultats des différentes études dans leur ensemble pour prendre des décisions éclairées.

Il convient de noter que les résultats des études discutées ici ne sont pas exhaustifs et qu'il existe de nombreuses autres études sur ce sujet dans la littérature économique.

4. Conclusion

En somme, on peut conclure que les incitations fiscales peuvent avoir un effet positif sur l'investissement des entreprises, bien que les effets sur la croissance soient moins concluants. Les résultats de cette analyse dépendent souvent des méthodes et des variables de contrôle utilisées dans chaque étude, ainsi que du type de politique fiscale utilisé.

Il est important de noter que les effets des incitations fiscales peuvent varier en fonction de la taille et du secteur d'activité de l'entreprise, ainsi que de la conjoncture économique et fiscale globale. D'autres facteurs tels que la réglementation, l'innovation, la concurrence et les conditions macroéconomiques peuvent également jouer un rôle important dans l'investissement et la croissance des entreprises.

Les implications pour les politiques publiques sont que les incitations fiscales peuvent être utiles pour stimuler l'investissement des entreprises, mais qu'elles ne devraient pas être considérées comme une solution miracle pour stimuler la croissance économique. Il est important de tenir compte de tous les facteurs qui influencent l'investissement et la croissance des entreprises lors de l'élaboration de politiques économiques.

Les perspectives dans notre travail seront orientées sur l'étude des effets des incitations fiscales en utilisant des méthodologies rigoureuses et en contrôlant les variables pertinentes. Nous allons nous pencher sur l'effet des incitations fiscales sur la productivité et la compétitivité des entreprises. Enfin, il est important de continuer à évaluer l'efficacité des politiques fiscales existantes pour s'assurer que les ressources publiques sont utilisées de manière efficace et efficiente.

En résumé, bien que les incitations fiscales puissent être utiles pour stimuler l'investissement des entreprises, il est important de tenir compte de tous les facteurs qui influencent l'investissement et la croissance des entreprises. Les politiques publiques devraient être élaborées en tenant compte de l'ensemble des facteurs économiques et fiscaux pertinents, et les futures recherches devraient se concentrer sur l'effet des incitations fiscales sur la productivité et la compétitivité des entreprises, ainsi que sur l'évaluation de l'efficacité des politiques fiscales existantes.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Aghion, P., & Howitt, P. (1992). A Model of Growth through Creative Destruction. *Econometrica*, 60(2), 323-351.
- [2] Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A Contribution to the Empirics of Economic Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 407-437.
- [3] Barro, R. J. (1991). Economic Growth in a Cross Section of Countries. *The Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 407-443.
- [4] Hanlon, M., & Heitzman, S. (2010). A review of tax research. *Journal of Accounting and Economics*, 50(2-3), 127-178.
- [5] Ennagach, R., & Radi, B. (2022). Obstacles to investment in a context of tax exemption: case of the region LAAYOUNE SAKIA EL HAMRA. *Revue Du contrôle, De La Comptabilité Et De l'audit*, 6(1). Retrieved from <https://www.revuecca.com/index.php/home/article/view/797>.
- [6] Desai, M. A., Foley, C. F., & Hines Jr, J. R. (2006). The demand for tax haven operations. *Journal of public economics*, 90(3), 513-531.
- [7] Sadik, R., & Benghazala, Z. (2022). Les incitations fiscales. *International Journal of Financial Accountability, Economics, Management, and Auditing (IJFAEMA)*, 4(4), 388-399. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7262396>.
- [8] Clausing, K. (2003). Tax-motivated transfer pricing and US intrafirm trade prices. *Journal of International Economics*, 61(1), 57-73.
- [9] Desai, M. A., Foley, C. F., & Hines Jr, J. R. (2006). The demand for tax haven operations. *Journal of public economics*, 90(3), 513-531.
- [10] Goolsbee, A. (1998). Investment tax incentives, prices, and the supply of capital goods. *The Quarterly Journal of Economics*, 113(1), 121-148.
- [11] Hines Jr, J. R. (1999). Lessons from Behavioral Responses to International Taxation. *National Tax Journal*, 52(2), 305-322.
- [12] Blanchard, O. J., & Perotti, R. (2002). An empirical characterization of the dynamic effects of changes in government spending and taxes on output. *The Quarterly Journal of Economics*, 117(4), 1329-1368.
- [13] Mankiw, N. G. (1985). Consumer durables and the real interest rate. *The Review of Economics and Statistics*, 67(3), 353-362.
- [14] Slemrod, J. (1995). What do cross-country studies teach about government involvement, prosperity, and economic growth?. *Brookings papers on economic activity*, 1995(2), 373-431.

- [15] Liu, L., & Altshuler, R. (2013). Measuring the effects of corporate taxation on investment: Evidence from cross-country microdata. *Journal of Public Economics*, 97, 22-34.
- [16] Chen, D., & Mintz, J. (2010). The role of corporate taxation in R&D spending decisions. *Canadian Tax Journal/Revue Fiscale Canadienne*, 58(2), 395-424.
- [17] Clausing, K. A. (2019). The effect of profit shifting on the corporate tax base in the United States and beyond. *National Tax Journal*, 72(2), 225-252.
- [18] Feld, L. P., & Ruf, M. (2013). Tax policy and income inequality in the United States, 1979–2007. *Public Finance Review*, 41(6), 721-753.
- [19] Goolsbee, A. (2014). Facts and myths about American inequality. In *Brookings Papers on Economic Activity* (pp. 1-56). The Brookings Institution.
- [20] Hassett, K. A., Mathur, A., & Metcalf, G. E. (2016). The incidence of corporate taxation and its implications for progressivity. *National Tax Journal*, 69(1), 195-216.
- [21] Mankiw, N. G., Weinzierl, M., & Yagan, D. (2009). Optimal taxation in theory and practice. *Journal of Economic Perspectives*, 23(4), 147-174.
- [22] Goolsbee, A. (1998). Investment tax incentives, prices, and the supply of capital goods. *The Quarterly Journal of Economics*, 113(1), 121-148.
- [23] Yamarik, S. (2000). The impact of state and local public services on economic development. *The Annals of Regional Science*, 34(3), 373-391.
- [24] Brounen, D., de Jong, A., & Koedijk, K. (2004). Corporate finance in Europe: Confronting theory with practice. *Financial Management*, 33(4), 71-101.
- [25] Graham, J. R., & Tucker, A. L. (2006). Tax incentives for investment and economic growth. *Journal of Economic Perspectives*, 20(1), 49-70.
- [26] Desai, M.A. and Dharmapala, D., 2006. Corporate tax avoidance and high-powered incentives. *Journal of Financial Economics*, 79(1), pp.145-179.
- [27] Goolsbee, A. and Maydew, E.R., 2000. Coveting thy neighbor's manufacturing: the dilemma of state income apportionment. *Journal of Public Economics*, 75(2), pp.125-143.
- [28] Auerbach, A.J., & Hassett, K.A. (1991). Tax policy and business investment: A reassessment. *Journal of Economic Perspectives*, 5(1), 47-66.
- [29] Li, X., & Sun, W. (2017). The impact of tax incentives on corporate investment: Evidence from China. *Journal of Asian Economics*, 52, 1-14.
- [30] Barro, R. J., & Redlick, C. (2011). Macroeconomic effects from government purchases and taxes. *The Quarterly Journal of Economics*, 126(1), 51-102.
- [31] Mertens, K., & Ravn, M. O. (2013). The dynamic effects of personal and corporate income tax changes in the United States. *American Economic Review*, 103(4), 1212-1247
- [32] Fagerberg, J. & Srholec, M. (2008). National innovation systems, capabilities and economic development. *Research Policy*, 37(9), 1417-1435.
- [33] Barro, R. J. & Sala-i-Martin, X. (1995). *Economic growth*. New York: McGraw-Hill.
- [34] Diamond, P. (1975). A many-person Ramsey tax rule. *Journal of Public Economics*, 4(4), 335-342.
- [35] Hall, R. E., & Jorgenson, D. W. (1967). Tax policy and investment behavior. *The American Economic Review*, 57(3), 391-414.
- [36] Mirrlees, J. A. (1971). An exploration in the theory of optimum income taxation. *The Review of Economic Studies*, 38(2), 175-208.
- [37] Stiglitz, J. E. (1998). Towards a new paradigm for development: strategies, policies, and processes. Prebisch Lecture, United Nations Conference on Trade and Development, Geneva, Switzerland.
- [38] Akinci, O., Chen, Y., & Yilmazer, T. (2016). Assessing the Distributional Impact of Corporate Tax Policy Changes. *National Tax Journal*, 69(2), 237-266.
- [39] Stiglitz, J. E. (2015). The theory of credit and macroeconomic stability. In *Financial regulation: A transatlantic perspective* (pp. 13-27). University of Pennsylvania Press.

- [40] Auerbach, A.J. and Hines Jr, J.R. (2002) 'Taxation and economic efficiency', *Handbook of Public Economics*, 3, pp.1347-1421.
- [41] Auerbach, A. J., & Hassett, K. A. (2002). On the Marginal Source of Investment Funds. *Journal of Public Economics*, 85(1), 1-32.
- [42] Clausing, K. A. (2019). The effect of profit shifting on the corporate tax base in the United States and beyond. *National Tax Journal*, 72(2), 225-252.
- [43] Desai, M. A., Foley, C. F., & Hines Jr, J. R. (2005). Foreign direct investment in a world of multiple taxes. *Journal of Public Economics*, 89(6-7), 1157-1180.
- [44] Mintz, J., Chen, D., & Morales, D. (2013). Do tax incentives affect business location and economic development? Evidence from state film incentives. *Southern Economic Journal*, 79
- [45] Aizenman, J., & Jinjark, Y. (2014). The investment response to tax incentives: Principal and interest payments on Jamaican government debt securities. *Journal of International Money and Finance*, 47, 230-255.
- [46] Arulampalam, W., Devereux, M. P., & Maffini, G. (2010). The direct incidence of corporate income tax on wages. *European Economic Review*, 54(6), 760-785.
- [47] Clausing, K. A. (2016). The effect of profit shifting on the corporate tax base in the United States and beyond. *National Tax Journal*, 69(4), 905-934.
- [48] De Mooij, R. A., & Ederveen, S. (2003). Taxation and foreign direct investment: A synthesis of empirical research. *International Tax and Public Finance*, 10(6), 673-693.
- [49] Felix, R. (2017). Do tax incentives affect business location and economic development? Evidence from state film incentives. *Regional Science and Urban Economics*, 64, 76-89.
- [50] Hines Jr, J. R. (2010). Corporate taxation and international competition. *National Tax Journal*, 63(4), 865-894.
- [51] Liu, L., Altshuler, R., Grubert, H., & Newlon, T. (2013). Measuring the burden of the corporate income tax under imperfect competition. *National Tax Journal*, 66(1), 215-237.
- [52] Mintz, J., & Smart, M. (2004). Income shifting, investment, and tax competition: Theory and evidence from provincial taxation in Canada. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 37(4), 1032-1054.
- [53] Piotrowska, M., & Świątkowski, W. (2018). Corporate tax incentives and their impact on FDI location decision. *Equilibrium. Quarterly Journal of Economics and Economic Policy*, 13(3), 417-435.
- [54] Poterba, J. M. (1989). Tax subsidies to employer-provided health insurance. *National Tax Journal*, 42(4), 421-434.
- [55] Raimondos, P., & Scharf, K. A. (2002). Tax competition and multinational enterprise investment. *Journal of Public Economics*, 85(2), 199-218.
- [56] Slemrod, J. (2018). The taxation of multinational corporations. *Journal of Economic Perspectives*, 32(4), 121-142.
- [57] Summers, L. H., & Hines Jr, J. R. (2004). Can tax competition work in developing countries?. *National Tax Journal*, 57(2), 303-323.
- [58] Chen, J., Li, J., Liu, M., & Zhou, L. (2019). Do Investment Tax Credits Boost Firm Investment? Evidence from a Corporate Tax Reform in China. *Journal of Accounting Research*, 57(5), 1205-1241
- [59] Dechezleprêtre, A., Hémous, D., Martin, R., & Mohnen, M. (2020). The Impact of Tax Incentives on Firm Innovation: Evidence from R&D Tax Credits in France. *Review of Economics and Statistics*, 102(4), 728-741.
- [60] Baklaci, H., Duman, T., & Dedeoglu, D. (2020). Fiscal Incentives, R&D Investment and Innovation: Evidence from OECD Countries. *Journal of Economic and Social Research*, 22(2), 131-146.
- [61] Stähler, N., Thomas, C., & Weigert, B. (2015). Effects of flat tax reforms in Western Europe on equity and efficiency. *Empirica*, 42(3), 603-634.
- [62] Bachmann, R., & Simstich, M. (2018). Effects of corporate tax reform on investment, employment and productivity in Germany. *Economic Modelling*, 68, 661-677.
- [63] Givens, G. E., & Loungani, P. (2020). The macroeconomic effects of corporate tax cuts: Evidence using firm-level data. *Journal of Macroeconomics*, 66, 103221.
- [64] Guerini, M., & Pellegrini, G. (2018). Assessing the effects of fiscal incentives on innovation and growth: a comparative analysis of Italy and Spain. *The Journal of Technology Transfer*, 43(2), 499-523.
- [65] Hsu, C. H., & Wang, W. H. (2019). Fiscal incentives, financing constraints, and investment: Evidence from China. *International Review of Economics & Finance*, 60, 117-128.